

Madrid, le vendredi 11 juin 2010

Pierre BREZOT, Secrétaire SNUipp-FSU
Boris VEBREL, Secrétaire SNES-FSU

À Madame la Directrice de l'A.E.F.E.

Madame la Directrice,

Suite au texte intitulé indifféremment “communiqué” ou “compte-rendu” et publié presque immédiatement par les services culturels après la réunion de ce jour, nous souhaitons faire plusieurs précisions importantes,

Le refus du SCAC de recevoir les représentants des personnels, dont il nous est dit qu’il a été décidé en partie avec vos services, est évidemment une des causes majeures de l’exaspération des enseignants : la seule réunion proposée, l’a été pour le 24 juin, soit 23 jours après le dépôt des préavis, ou encore 15 jours après les dates concernées par la grève (9 et 10 juin). Ce simple état de fait illustre clairement le refus de dialogue des services culturels. Il est d’ailleurs à noter que la seule proposition de médiation, en réponse à nos demandes répétées, est à mettre au crédit du proviseur du Lycée Français de Madrid et a eu lieu le 10 juin.

Contrairement à ce qu’affirme le paragraphe 3, la rencontre de ce jour s’est tenue sans aucune contrepartie sur les épreuves à venir.

Plus grave encore, le texte publié en ligne ne reprend ni les arguments avancés par les représentants ni aucun des points soulevés durant les échanges, alors même qu’à la demande d’un d’entre eux, et devant l’assemblée réunie, la Conseillère Culturelle Adjointe s’est engagée à ce que leurs propos soient exactement retranscrits.

Par ailleurs, la seule proposition concrète faite aux personnels (maintien des frais de première inscription), n’est, selon leur avis, pas acceptable.

Nous nous étonnons, pour finir, de voir mentionner seulement deux noms parmi les participants, dont l’un est suivi de sa fonction syndicale, alors que l’autre est associé aux services culturels, sans plus de précisions.

Il est à noter que de telles pratiques ont pour seul effet d’accroître la colère des personnels et de porter un peu plus atteinte à la confiance de rigueur qu’ils portaient envers leur hiérarchie. Ces pratiques sont donc pour le moins étonnantes compte tenu du conflit dans lequel nous nous trouvons et pour lequel on nous dit que des solutions sont recherchées. Dans de telles conditions, selon les personnels et selon toute bonne foi, aucun dialogue social n’est désormais possible sur le réseau Espagne.

En choisissant d’agir ainsi, l’administration portera l’entière responsabilité des conséquences de ce mouvement.

Pierre BREZOT,
Secrétaire SNUipp-FSU

Boris VEBREL,
Secrétaire SNES-FSU

*Copie au snes hdf.
Copie au snuipp hdf.*